

<https://www.snetap-fsu.fr/Un-projet-de-budget-2020-de-la-recherche-en-stagnation-une-fois-de-plus.html>



# Un projet de budget 2020 de la recherche en stagnation, une fois de plus !

- Les Dossiers - Vie fédérale -



Date de mise en ligne : lundi 30 septembre 2019

---

Copyright © Snetap-FSU - Tous droits réservés

---

### Retrouvez ci-dessous le communiqué de presse du Syndicat national des chercheurs scientifiques consacré au projet de loi de finances 2020.

Le projet de loi de finances 2020 ([PLF 2020](#)) prévoit une augmentation de 500 millions d'euros (MEuros) du budget du ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, soit une augmentation de 2%, inférieure à la progression de 2,3% du budget de l'État et du Produit intérieur brut (PIB) en euros courants. Pour le programme 172 qui finance la recherche et plus particulièrement les organismes de recherche, le PLF 2020 prévoit un budget de 6,94 milliards d'euros (GEuros), exactement comme en 2019, soit **aucune augmentation**. Cette stagnation du budget de la recherche est en fait une **baisse de plus de 1% si on tient compte de l'inflation et de plus de 2% par rapport au PIB en euros courants**. Le projet de budget du programme 172 ne précise pas les lignes qui vont baisser pour compenser les financements affichés supplémentaires de 79,4 MEuros (21 MEuros pour le plan pour l'intelligence artificielle, 1,4 MEuros pour le dispositif Cifre, 28 MEuros des rémunérations au titre de PPCR, **2,5 MEuros pour accompagner la fusion [INRA-IRSTEA](#)**, 14,5 MEuros pour les très grandes infrastructures de recherche et 12 MEuros pour permettre au [CNRS](#) de recruter 250 chercheurs, 310 ingénieurs et techniciens et des doctorants). Qui sont les perdants pour permettre qu'il y ait des gagnants ? Si ce projet de budget précise que les autorisations d'engagement de l'Agence nationale de la recherche seront augmentées de 32 MEuros pour atteindre 800 MEuros, il ne donne en revanche aucune information sur les crédits de paiement de l'ANR, qui pourraient être amputés de près de 80 MEuros.

Ce budget en stagnation jette une lumière crue sur les intentions du gouvernement, qui a par ailleurs déployés de grands efforts de communication sur la préparation d'une loi de programmation pluriannuelle de la recherche (LPPR). Lancée à son de trompe par le Premier ministre, le 1er février dernier, sous prétexte d'améliorer, entre autres, le financement de la recherche publique, ce projet apparaît aujourd'hui pour ce qu'il est en ce qui concerne la fin du quinquennat : un prétexte pour attendre, attendre encore, laisser la recherche française stagner et ses résultats s'enfoncer encore, à l'aune des classements internationaux. **La France continue à décrocher. Elle est passée en 2016 au 8ème rang de la production scientifique mondiale derrière l'Italie et l'Inde** (OST, 2019). Par manque de moyens pour financer la recherche de base des laboratoires et pour diminuer la précarité de l'emploi scientifiques par des recrutements sur des postes de fonctionnaires, la recherche française continue à s'effriter de façon clairement corrélée à la baisse des budgets depuis plus de 15 ans.

**Le SNCS-[FSU](#)** dénonce cette hypocrisie et demande, dès 2020, une augmentation substantielle, dont la nécessité vient d'être confirmée par les rapports des groupes de travail sur la préparation de la LPPR. Un milliard de plus pour la recherche en 2020, si le gouvernement le veut, il le peut.